

La France et l'Allemagne : une responsabilité commune pour l'Europe

Intervention de M. Jean-Dominique GIULIANI

Président de la Fondation Robert Schuman

Débat organisé par Le Monde

Auditorium Le Monde 80 boulevard Auguste Blanqui 75013 Paris

Mercredi 16 janvier 2013

Le gouvernement des hommes implique et nécessite aussi des symboles. Je n'aime pas particulièrement les commémorations, mais j'en reconnais la nécessité, car il faut des signes forts, compréhensibles par tous, qui incarnent une politique ou rendent tangibles des situations de fait. Et pour moi, la réconciliation franco-allemande, c'est en Europe le fait majeur de la deuxième moitié du XXe siècle. Elle s'est incarnée dans le traité de l'Elysée, qui a indirectement redessiné le visage de l'Europe ; aujourd'hui, c'est vrai, elle est en question et doit être réinventée.

Les deux vrais pères de la réconciliation franco-allemande - merci de me permettre de le dire au moment où on va célébrer le traité de l'Elysée - sont Robert Schuman et le général de Gaulle. Le contexte de guerre froide poussait à réorganiser l'Europe et les Américains y ont été favorables. Mais il fallait bien qu'il y ait des hommes politiques qui en prennent l'initiative et, en 50 comme en 63, il fallait du courage pour tendre la main à l'ennemi d'hier.

L'un, Robert Schuman, était un homme des frontières qui avait vécu dans sa chair tous les conflits franco-allemands, et l'autre, le général de Gaulle, premier résistant au nazisme fort d'une légitimité forgée dans les combats, avait pour objectif principal de restaurer la grandeur de la France qui s'était effondrée, humiliée, en 1940. Tous les deux ont fait des gestes forts contre les opinions publiques. Ils ne se sont pas abrités derrière les sondages, ils n'ont pas fait de référendums (!), ils ont pris leurs responsabilités et proposé une véritable rupture avec le passé, qui a été agréée par leurs peuples. Cela mérite d'être célébré.

Car aujourd'hui, en Europe, nous n'avons pas toujours les grands décideurs que nous attendons pour tracer des lignes, prendre les risques de ruptures avec les habitudes. L'amitié franco-allemande, le 9 mai 1950, c'était une vraie rupture. C'est vrai, le contexte y poussait, mais il fallait avoir le courage de le faire, surtout quand on était l'élu, comme Robert Schuman, d'une circonscription au cœur du bassin sidérurgique. Il ne faut donc pas oublier cette dimension symbolique, qui mérite, comme le prix Nobel décerné à l'Europe, d'être célébrée. L'amitié franco-allemande est fêtée cette année à Berlin et c'est justifié. Dans le monde, il n'y a pas deux parlements nationaux capables de se réunir pour adopter une déclaration commune, il n'y a pas deux autres gouvernements que le français et l'allemand, qui siègent ensemble au sein d'un même Conseil des ministres. Le couple franco-allemand est, pour cela, un beau symbole.

Ce traité de l'Elysée incarne cette réconciliation franco-allemande. Il a scellé cette entente très étroite, dont toutes ses possibilités ne sont d'ailleurs pas encore exploitées. Il est vrai qu'on peut estimer que la relation est quelque peu tombée dans une relative banalité, qu'elle a parfois montré ses limites. Il est vrai qu'il y a eu un décrochage, récent, entre l'économie française et l'économie allemande. Il y a encore quelques années, c'était l'Allemagne qui était en difficulté et c'était la France qui connaissait une croissance supérieure. Il est vrai enfin qu'on voit renaître des sentiments que je n'aime pas. Pendant la campagne présidentielle, des gens qui siègent aujourd'hui au gouvernement ont tenu des propos germanophobes que je croyais disparus du discours politique français.

1 - Une alliance forte qui n'est pas que bilatérale, mais qui concerne la construction européenne :

Sylvie Kauffmann m'a demandé de me focaliser sur l'Europe, parce que l'alliance franco-allemande n'est pas que bilatérale. Elle concerne la construction européenne et je sens qu'on l'oublie trop souvent aujourd'hui, au moment où on célèbre le cinquantenaire du traité de l'Elysée.

- Il faut d'abord en revenir aux **textes** :

- Déclaration Schuman du 9 mai 1950 : « .../... Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée : l'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne » ;
- Déclaration du général de Gaulle et du Dr Konrad Adenauer sur le perron de l'Elysée, 22 janvier 1963 : « .../... Le renforcement de la coopération entre les deux pays constitue une étape indispensable sur la voie de l'Europe unie qui est le but des deux peuples. »

L'objet de la réconciliation franco-allemande est bien, comme vous l'avez mis dans le titre de la réunion de ce soir, au service de l'Europe et dans le cadre européen ; ce n'est pas seulement une affaire bilatérale.

- La **méthode** est simple : partager ce pour quoi on se dispute, dans une coopération ouverte aux autres, pour tisser un paletot d'intérêts mêlés tellement étroit qu'on a plus intérêt à décider ensemble qu'à décider seul ; et construire pas à pas une Europe unie.

2 – Un traité ambitieux qui a redessiné le visage de l'Europe :

- **Un traité ambitieux.**

* Il repose sur l'équilibre et la complémentarité entre les deux pays.

Dès l'origine, on reconnaît à l'Allemagne un réel dynamisme économique mais elle a aussi une géographie particulière au cœur de l'Europe, qui n'est pas celle de la France. L'Allemagne du traité de l'Elysée, comme celle de 1950 - ne l'oublions jamais – fait montre d'une volonté réelle de rompre avec son passé tragique.

La France, de son côté, bénéficie d'une posture diplomatique différente, appuyée par son siège au Conseil de sécurité, sa puissance nucléaire, une armée forte et qui sert - on le voit encore aujourd'hui -, une diplomatie mondiale et une économie qui est passée par des phases différentes : la reconstruction, avec l'Etat stratège du général de Gaulle, l'industrialisation, la modernisation, avec Georges Pompidou, la modernisation, l'ouverture au monde, avec Valéry Giscard d'Estaing, la modernisation et les progrès de l'Europe, avec Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand.

* A l'origine, il concernait les Affaires étrangères, la Défense, l'Education et la Culture, mais il a été complété par plusieurs déclarations conjointes. En 1989 ont été créées un Conseil économique et financier franco-allemand, et un Conseil de l'Environnement, puis une Brigade franco-allemande, devenue en 1993 l'Eurocorps.

* Une pratique exceptionnelle des relations bilatérales en a été la conséquence directe : des liens étroits de coopération administrative et politique ont permis l'échange de fonctionnaires, leur présence au sein des administrations du partenaire, un dialogue permanent sur tous les sujets relatifs à l'action publique.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont pris l'habitude de se rencontrer avant chaque Conseil européen et même, à certaines époques, (Blaesheim- 2002), toutes les six semaines.

- **Un traité qui a façonné l'Europe**

Il a consacré le couple franco-allemand. Je parle encore de couple, parce que je pense que les liens entre nos deux pays sont très étroits et qu'ils sont à la fois sentimentaux et rationnels.

Le couple franco-allemand est indispensable, il est incontournable, et efficace :

- **Indispensable** : je ne prendrai qu'un chiffre ; dans les fonds de soutien aux pays mis en difficulté par la crise de la dette publique, la part de l'Allemagne, c'est 27%, la part de la France, c'est 20%, comme dans le capital de la banque centrale

européenne. Le couple représente 47% de l'Europe économique et financière. Quand nous sommes d'accord, les solidarités et les décisions sont possibles. Quand nous ne sommes pas d'accord, elles sont en panne.

Il en va de même au sein du Conseil européen. Il n'y a pas de majorité en Europe, à 17, à 27, ou 35, sans un accord franco-allemand, parce que chacun des deux pays, dispose, au sein du Conseil, d'Etats membres voisins, naturellement proches de leurs convictions et qu'une décision commune exige de les rapprocher dans un compromis qui puisse tous les satisfaire. Donc un couple indispensable, qui n'est bien sûr pas un directoire mais un moteur. Contrairement à ce qu'on pense en France, l'élargissement n'a pas affaibli le couple car il est incontournable, il n'a pas de substitut. L'élargissement n'a pas affaibli l'entente franco-allemande mais il a transformé l'Europe ; c'est un autre sujet.

- **On ne peut s'extraire du caractère indispensable** du couple franco-allemand. On l'a vu pendant la réunification ou au moment du traité de Nice. En l'absence d'accord préalable franco-allemand, on accouche d'un mauvais traité, de mauvaises décisions, qui portent atteinte à nos intérêts. La France est sortie du traité de Nice en ayant perdu un Commissaire et la parité en nombre de députés européens avec l'Allemagne, qui était une règle d'équilibre à laquelle nous étions très attachés. Et il faut savoir qu'à chaque alternance, que ce soit en Allemagne ou en France, on assiste à peu près la même remise en cause, le même doute. La pratique franco-allemande nécessite une phase d'apprentissage - pourvu qu'elle soit la plus courte possible ! - aujourd'hui comme hier. Car, en réalité, nos visions, nos réflexes, nos méthodes de travail, nos organisations institutionnelles, sont différents, même si les différences franco-allemandes ne sont souvent que des nuances à l'échelle du monde.

- **Le couple France-Allemagne a façonné l'Europe d'aujourd'hui.**

Sans la définir plus avant, on peut seulement constater que l'Europe d'aujourd'hui est plus intergouvernementale que tous ses contempteurs ne l'auraient jamais souhaité. Elle est plus communautaire que tous les fédéralistes ne l'auraient souhaité. Elle est les deux à la fois.

Evidemment, c'est un peu compliqué, évidemment, les traités s'empilent, évidemment, cela ne simplifie pas les décisions à prendre pour relever les défis qui nous sont lancés et, notamment, celui de peser de tout notre poids sur la scène internationale. C'est le travail qui nous attend désormais. Il ne peut se faire qu'au travers d'une initiative franco-allemande parce que, sans nous, il n'y aura pas d'avancées de l'intégration européenne.

3 – Une relation franco-allemande en question :

La relation franco-allemande est donc en question ; elle est interpellée. Elle est même en danger.

- **Un bilan positif :**

Le bilan du passé est positif. Les objectifs du traité de l'Elysée ont été atteints. L'Union européenne a progressé grâce aux initiatives franco-allemandes. Les deux partenaires en ont tiré des bénéfices économiques, sociaux, politiques et leurs intérêts réciproques n'en ont pas pâti, au contraire. Pour faire face à la crise, l'Europe n'a pas pu se passer de l'apport franco-allemand et ce sont très largement les deux partenaires, principaux contributeurs au budget commun, qui lui ont permis de trouver les solutions confortant l'Euro et organisant la solidarité avec les Etats membres en difficulté.

L'alliance franco-allemande semble pourtant, à bien des égards, devenue par trop rituelle et diplomatique alors qu'elle relève avant tout de la politique au sens le plus élevé du terme.

Ce sont les décideurs politiques qui doivent initier les décisions franco-allemandes et inspirer les décisions européennes. Bien sûr, nos diplomates gèrent magnifiquement une relation exceptionnelle, mais ils le gèrent, ils ne l'imaginent pas pour l'avenir. Or, à la base du traité de l'Elysée comme de la déclaration de Robert Schuman, aux fondements de l'Europe, il y avait d'abord une ambitieuse vision politique.

- **L'urgence d'un sursaut :**

Comme dans tous les couples, il y a une fatigue. Et la fatigue aujourd'hui du couple franco-allemand à mon avis est triple. Les visionnaires sont fatigués : nous avons besoin de combattre la méconnaissance que nous avons l'un de l'autre. L'Allemagne s'est transformée. La France a considéré une fois pour toutes que c'était son amie et elle n'a pas regardé comment elle avait évolué. C'est un peu pareil de l'autre côté : la France n'est pas qu'une puissance culturelle. C'est aussi une grande puissance économique et diplomatique. Nous avons donc besoin de retrouver les moyens de mieux connaître l'autre. Pour ça, il faut se rencontrer en permanence, au plus haut niveau comme à la base de la société civile, il faut travailler pour relancer ce qui a été fait à l'origine avec l'OFAJ et avec toute une série d'institutions, à commencer par nos Parlements.

Par ailleurs, on peut constater que les peuples sont fatigués, par la crise, la remise en cause des modèles, les relatifs échecs ou erreurs de l'Union européenne, parfois les erreurs aussi du couple franco-allemand dans la gestion de la crise. Nous devons avoir un vrai débat sur l'Europe. Ce débat a commencé en Allemagne pendant la crise. Le Bundestag tient ces débats. Ils ont même lieu au Royaume-Uni sur l'appartenance de l'Union européenne. En France, il n'y en a pas. Dans une

campagne électorale présidentielle, paradoxalement, les candidats l'ignorent et n'abordent pas vraiment ce vrai sujet. Et le jour où on interroge le peuple, il dit « non », quelle que soit la question.

Enfin, que l'Europe elle-même est aussi un peu fatiguée. Nous avons besoin d'une feuille de route, très précise, pour dire vers quelle Europe nous souhaitons nous diriger. La dimension européenne doit être celle qui facilite la résolution des problèmes, pas un échelon administratif de plus, compliquant l'action dans la crise. Cela nécessite un réveil des institutions européennes et une meilleure prise en compte de son utilité par les gouvernements nationaux. L'Union a besoin d'un programme à long terme, qui ne peut être élaboré que par la France et l'Allemagne si elles retrouvent, comme le dit Valéry Giscard d'Estaing, l'intimité nécessaire qu'on a dans un couple et qui est fait à la fois de sentiments et à la fois de raison. En matière européenne aussi, l'intimité, c'est toujours la condition de la fertilité.

*

Participants : Eric Chol, directeur de la rédaction de Courrier International,
Jacqueline Hénard, professeure et chercheuse au CERI, journaliste et essayiste,
Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères,
Susanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne
Animation : Sylvie Kauffmann, directrice éditoriale, Le Monde